

Etats-Unis-Egypte/Diplomatie

Au Caire, Kerry vante les mérites de l'accord sur le nucléaire iranien

AFP
Le Caire/Egypte

Un Moyen-Orient plus sûr. C'est le principal argument mis en avant par le secrétaire d'Etat américain, qui devrait tenir le même discours ce lundi vis-à-vis de ses homologues des Etats sunnites du Golfe.

LE secrétaire d'Etat américain John Kerry a assuré hier au Caire que l'accord sur le nucléaire iranien allait rendre le Moyen-Orient plus sûr, à l'issue d'un "dialogue stratégique" avec l'allié égyptien, première étape d'une tournée régionale.

Après l'Egypte, M. Kerry s'est envolé pour Doha où il rencontrera ce lundi ses homologues des Etats sunnites du Golfe pour tenter d'apaiser leurs craintes suscitées par le règlement historique scellé le 14 juillet à Vienne entre Téhéran et les grandes puissances. "Il n'y a absolument pas de doute, si l'accord de Vienne est entièrement appliqué, l'Egypte et tous les pays de cette région seront plus en sécurité (...) comme ils ne l'ont jamais été", a affirmé M. Kerry après avoir coprésidé avec son homologue égyptien Sameh Choukri le "dialogue stratégique", dont la dernière édition remonte à 2009. Les monarchies du Golfe se méfient des ambitions régionales de l'Iran chiite. L'Arabie saoudite, rivale de l'Iran, a toutefois exprimé officiellement son soutien à l'accord. "Les Etats-Unis et l'Egypte reconnaissent que l'Iran est

engagé dans des activités déstabilisatrices dans la région, et c'est pour cela qu'il est si important de s'assurer que le programme nucléaire iranien demeure entièrement pacifique", a martelé M. Kerry, l'un des artisans du texte de Vienne.

M. Kerry a souligné la nécessité pour le géant du monde arabe de trouver un "équilibre" entre la lutte "antiterroriste" contre une insurrection jihadiste sans précédent et la "protection des droits de l'Homme".

En Egypte, les Américains sont confrontés à un dilemme : veiller à leurs impératifs sécuritaires tout en dénonçant les atteintes aux libertés.

Ils continuent de dénoncer la terrible répression menée par le régime du président Abdel Fattah al-Sissi contre les partisans de son prédécesseur, l'islamiste Mohamed Morsi destitué en juillet 2013.

Mais Washington et Le Caire se sont plus ou moins rabi-bochés grâce à la reprise en mars de l'assistance militaire américaine de 1,3 milliard de dollars par an.

"Les Etats-Unis et l'Egypte sont en train de retrouver une base plus solide pour leur relation", a d'ailleurs souligné M. Kerry.

Washington a ainsi annoncé jeudi la livraison au Caire de huit avions de combat F-16, sur les 12 promis en mars par le président Barack Obama.

C'est "essentiel pour la lutte contre le terrorisme", a plaidé John Kerry.

Mais il a aussi reconnu "des tensions ici et là sur certaines questions" en ma-



Photo : AFP

John Kerry et son homologue égyptien Sameh Choukri : "le programme nucléaire iranien demeure entièrement pacifique". Le secrétaire d'Etat américain John Kerry est formel : l'accord sur le nucléaire iranien est une garantie pour la sécurité au Moyen-Orient.

tière de "protection des droits de l'Homme" et pour lesquelles "les Etats-Unis ont exprimé leurs inquiétudes".

Un tribunal égyptien a justement reporté hier au 29 août son verdict dans le procès de trois journalistes de la chaîne qatarie Al-Jazeera, dont la première condamnation à des peines allant jusqu'à 10 ans de prison avait provoqué un tollé international, notamment à Washington.

L'Australien Peter Greste, le Canadien Mohamed Fahmy et l'Egyptien Baher Mohamed sont accusés d'avoir "diffusé de fausses informations" pour soutenir le mouvement interdit des Frères musulmans de

M. Morsi. Le ministre Sameh Choukri a toutefois estimé que des journalistes emprisonnés en Egypte étaient détenus pour "leur implication dans des activités terroristes".

"LUTTER CONTRE LE TERRORISME" • Lors d'un entretien avec M. Sissi, M. Kerry a d'ailleurs souligné "l'importance de la liberté de la presse", selon un diplomate américain. Il a réitéré "l'engagement des Etats-Unis à aider les Egyptiens dans leurs efforts pour contrer le terrorisme et enrayer" le développement du groupe jihadiste Etat Islamique (EI) "dans la région et en Egypte", selon la même source.

De son côté M. Sissi a souligné la volonté de l'Egypte "de développer ses relations stratégiques avec les Etats-Unis", selon la présidence.

Depuis des mois, Le Caire et Washington s'alarment de l'insurrection jihadiste dans le nord de la péninsule égyptienne du Sinaï, un bastion du groupe Ansar Beït al-Maqdess qui s'est rebaptisé "Province du Sinaï" pour marquer son allégeance à l'EI.

Les attentats visant les forces de sécurité se sont multipliés depuis l'éviction de M. Morsi et des centaines de policiers et de soldats ont été tués dans ces attaques.

Dans un communiqué conjoint envoyé à la presse

par le ministère des Affaires étrangères égyptien, les deux alliés assurent "s'être mis d'accord pour poursuivre une coopération étroite afin d'améliorer leur sécurité mutuelle et lutter contre le terrorisme et l'extrémisme."

A Doha, M. Kerry aura aussi une rencontre tripartite lundi avec ses homologues russe et saoudien, Sergueï Lavrov et Adel al-Jubeir, pour discuter des conflits dans la région.

Dans une déclaration télévisée, le président iranien Hassan Rohani a affirmé dimanche que l'accord sur le nucléaire va créer un "nouveau climat" pour régler les crises régionales comme au Yémen ou en Syrie.

Nigeria/Violences

Treize morts dans une attaque de représailles de Boko Haram près de Maiduguri

AFP
Maiduguri/Nigeria

TREIZE personnes ont été tuées dans la nuit de samedi à hier à Malari, à environ 20 km au sud de Maiduguri, la plus grande ville du nord-est du Nige-

ria, lors d'une attaque où Boko Haram aurait cherché à se venger de dénonciations, ont indiqué des témoins à l'AFP.

Hier vers 01H00 du matin (même heure au Gabon), "les terroristes sont venus dans une mission de vengeance, ils ont tué 13 jeunes et en ont blessé 27 autres, dont des femmes et des en-

fants. Ils ont aussi mis le feu à plein de maisons et ils nous ont accusés d'avoir dit aux soldats où ils se cachaient", a rapporté Moha Saleh, un fermier de 32 ans qui a réussi à fuir après avoir escaladé la barrière qui entoure sa maison. Les islamistes sont venus "par la route de Bama, qui mène aussi à la forêt de

Sambisa", un de leurs fiefs historiques, a précisé Goni Musa, un milicien qui combat Boko Haram aux côtés de l'armée nigérienne.

"Ils ont brûlé des maisons et des boutiques avant de partir, en criant +Allahu Akbar+ (Dieu est le plus grand), nos femmes et nos enfants terrorisés ont fui dans la brousse et rejoint

Maiduguri ce matin", a-t-il poursuivi.

"Ce matin (hier), 13 corps ont été retrouvés, certains ont reçu une balle dans le dos, ce qui veut dire qu'ils fuyaient quand les terroristes les ont tués", a ajouté M. Musa.

Malari a déjà été la cible de plusieurs attaques ces derniers mois, dont un atten-

tat-suicide mené début juillet par une adolescente dans une mosquée, qui avait fait 12 morts parmi les fidèles en plein Ramadan.

L'insurrection du groupe islamiste Boko Haram et sa répression par les forces de l'ordre nigérianes ont fait plus de 15 000 morts depuis 2009.

Egypte/Dans la perspective des législatives

Le président amende la loi électorale

AFP
Le Caire/Egypte

LE président égyptien a amendé la loi électorale régulant les élections législatives, selon le journal officiel hier, ouvrant ainsi la voie à

la commission électorale pour fixer la date du scrutin. L'ex-chef de l'armée et actuel président Abdel Fattah al-Sissi, qui a destitué l'islamiste Mohamed Morsi en 2013, avait promis que le scrutin aurait lieu avant la fin de l'année 2015.

Mais les législatives, initialement prévues entre le 21 mars et le 7 mai, avaient été retardées après que la Cour de cassation a jugé anti-constitutionnelle certaines dispositions de la loi électorale, notamment sur le découpage des

circonscriptions. Après les amendements, le nouveau Parlement comptera 568 députés, dont 448 élus au scrutin uninominal et 120 élus au scrutin de liste, selon le texte du décret publié dans le journal officiel et communiqué à la

presse dimanche. Après l'éviction de M. Morsi, les nouvelles autorités avaient annoncé une feuille de route prévoyant l'adoption d'une nouvelle Constitution, suivie par des élections présidentielle et législatives.

La Constitution a été adoptée en janvier 2014. Et la présidentielle organisée en mai 2014 a vu M. Sissi devenir chef de l'Etat avec 97% des voix, après que les autorités eurent éliminé toute opposition, religieuse comme laïque.